



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFECTURE DU FINISTÈRE**

**Commission Consultative Départementale d'Incendie et de Secours du Finistère  
(C.C.D.S.A)**

**Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère  
Groupement Prévention**

Bureau de Quimper  
58, avenue de Keradennec  
29337 Quimper

Tél : 02 98 10 31 82 ou 81  
Télécopie : 02 98 10 31 95

Bureau de Brest  
27, avenue Foch  
29200 Brest

Tél : 02 98 34 55 29 ou 56 43  
Télécopie : 02 98 34 55 79

Mél. : [secretariat.prevention@sdis29.fr](mailto:secretariat.prevention@sdis29.fr)

Dossier suivi par Lieutenant DELETOILLE Isabelle

**Procès verbal de visite Périodique  
concernant un ERP de 3<sup>e</sup> catégorie**

**Avis de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest**

Le groupe de visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest  
a visité l'établissement le 5 mai 2017

Dénomination	UBO - E.S.I.A.B.		
Adresse	Avenue du Technopole 29280 Plouzané		
Adresse électronique	<a href="mailto:marielle.boucher@univ-brest.fr">marielle.boucher@univ-brest.fr</a>		
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation		
N° de dossier Prévention	04693		
Classement	Type : R		Catégorie : 3 <sup>e</sup>

Téléphone	0290915100	
Télécopie	0290915101	
Propriétaire	Rectorat De Rennes	
Exploitant	Président UBO : M.Gallou	

En application des articles R 123.49 du Code de la Construction et de l'Habitation et 42 du décret du 8 mars 1995 modifié relatif à la C.C.D.S.A, le maire doit notifier le résultat de sa visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## A Textes réglementaires applicables

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n°2014343-0004 du 9 décembre 2014 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n°2014156-0005 du 5 juin 2014 portant approbation du guide départemental de référence pour la défense extérieure contre l'incendie
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R

## B Historique - Dérogations

Date	Événement	Observation
24 novembre 2014	Visite périodique. Avis de la commission d'arrondissement de Brest	Avis favorable avec prescriptions
1 <sup>er</sup> mars 2017	Visite périodique. Avis de la commission d'arrondissement de Brest	

## C Description sommaire

### Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

PI/BI/REI	Numéro	Débit/Volume (m <sup>3</sup> /h, m <sup>3</sup> )	Distance (m)	Conformité
PI	2181	99m <sup>3</sup> /h	100m	Conforme

### Descriptif

Voir dossier n° 25024 pour infos générales sur l'UBO.

Desserte	2 façades accessibles 1 voie «engin»
Isolement tiers	Isolé par la distance d>4m
Structures	Structure : béton
Toiture	Charpente : voliges Couverture : zinc
Façades	béton
Distribution intérieure	Cloisonnement traditionnel : Oui Secteurs : Non Compartiments : Non
Locaux à risques particuliers	Importants : chaufferie, soute à produit dangereux, local produit dangereux. Moyens : rangements

Dégagements	Barres antipanique
Désenfumage des escaliers	Naturel
Chauffage	Chaufferie gaz P=310kW
Ventilation / Climatisation	6 VMC simple flux Unité de toiture monobloc 3 CTA
Gaz utilisé	Gaz naturel
Locaux alimentés en gaz	Chaufferie, laboratoires
Eclairage de sécurité	Blocs autonomes d'éclairage d'évacuation et d'ambiance
Ascenseurs - Monte charges	1 ascenseur
Moyens d'extinction internes	Extincteurs portatifs
Détection incendie	Dans les circulations horizontales communes et les locaux à risques particuliers
S.S.I	Catégorie A, TCS accueil bureau 1 <sup>er</sup> étage, portes de recoupement asservie
Alarme	Type 1, non temporisée
Alerte	Téléphone urbain

## D Calcul des effectifs - Classement - Dégagements

### Effectifs

L'effectif du public a été calculé en prenant en application les articles GN 1 - GN 2 du règlement de sécurité et des dispositions particulières.

### Classement

Type : R	Catégorie : 3 <sup>e</sup>
----------	----------------------------

#### Observations concernant le classement :

Le responsable de l'établissement déclare à la commission que les effectifs admis dans l'établissement sont bien inférieurs aux 410 personnes évoquées lors de l'étude d'instruction initiale du dossier (150 élèves et 40 personnels). Une baisse significative serait de nature à reclasser l'établissement dans une catégorie inférieure. Il appartient au chef d'établissement de prendre l'initiative de présenter une nouvelle déclaration d'effectif aux services de la mairie de Plouzané. Cette déclaration devra préciser la capacité d'accueil maximale par niveau et sera soumise pour avis à la commission de sécurité compétente.

## E Vérifications techniques

Les renseignements ci-dessous proviennent de documents présentés par le chef d'établissement (registre de sécurité, rapport de vérifications...)

Désenfumage	Date	Contrôleur	Observation
Naturel DF 10 (annuelle par un TC)	10 mars 2017	ST	Registre de sécurité pas d'observation



Installations thermiques	Date	Contrôleur	Observation
<b>Chaudières</b> CH 58 (annuelle par un TC)	8 novembre 2016	Axima	Feuille d'intervention n°013050 pas d'observation
<b>Eau chaude sanitaire</b> CH 58 (annuelle par un TC)	8 novembre 2016	Axima	Feuille d'intervention n°013050 pas d'observation
<b>Evacuation des produits de combustion (ramonage)</b> CH 57 (annuelle par un TC)	8 novembre 2016	Axima	Feuille d'intervention n°013050 pas d'observation
<b>Ventilation de confort (filtres, DAD)</b> CH 58 (annuelle par un TC)	4 avril 2017	Hervé thermique	Attestation pas d'observation
<b>Ventilation mécanique contrôlée</b> CH 58 (annuelle par un TC)	20 mars 2017	ST	Attestation pas d'observation

Installations de gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés	Date	Contrôleur	Observation
<b>Distribution gaz</b> GZ 30 (annuelle par un TC)	12 juillet 2017	Socotec	Rapport n°9231/GA/16/2727 pas d'observation
<b>Locaux (ventilation et évacuation des produits de combustion)</b> GZ 30 (annuelle par un TC)	12 juillet 2017	Socotec	Rapport n°9231/GA/16/2727 pas d'observation
<b>Appareils d'utilisation de gaz et accessoires</b> GZ 30 (annuelle par un TC)	12 juillet 2017	Socotec	Rapport n°9231/GA/16/2727 pas d'observation

Installations électriques	Date	Contrôleur	Observation
<b>Sécurité du public</b> EL 19 (annuelle par un TC)	10 juin 2016	Bureau Veritas	Rapport n°2878639/90.1.1.RVRE observations levées
<b>Sécurité des travailleurs</b> EL 4 (annuelle par un TC)	10 juin 2016	Bureau Veritas	Rapport n°2878639/90.1.1.P observations levées
<b>Eclairage (normal, sécurité, remplacement)</b> EC 15 (annuelle par un TC)	8 mars 2017	ST	Registre de sécurité pas d'observation

Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants	Date	Contrôleur	Observation
Ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants AS 8 (contrat par un TC)	27 mars 2017	Otis	Contrat annuel passage toutes les 6 semaines pas d'observation
Ascenseurs AS 9 (quinquennale par un OA)	21 novembre 2013	Socotec	Rapport n°9231/13 /5581 1 observation (en cours, ventilation)

Moyens de secours contre l'incendie	Date	Contrôleur	Observation
Extincteurs MS 73 (annuelle par un TC)	21 novembre 2016	3 protection	Rapport d'intervention pas d'observation
SSI catégorie A MS 68 (annuelle - contrat par un TC)	20 juillet 2016	Siemens	Rapport 6LB-0630045420_201608_P M_201607251837 pas d'observation
SSI catégorie A MS 73 (triennale par un OA)	27 avril 2017	Socotec	Rapport n°92310/17/3444 pas d'observation
Systèmes de détection incendie dont SDAD MS 58 (annuelle - contrat par un TC)	20 juillet 2016	Siemens	Rapport 6LB-0630045420_201608_P M_201607251837 pas d'observation

OA : Organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur

TC : Technicien compétent

En application de l'article GE 7, les vérifications techniques doivent être effectuées par des personnes ou des organismes agréés dans les établissements des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> catégories, à la construction et pour tous travaux soumis à permis de construire, ainsi que pour les travaux d'aménager ou de modifier un établissement recevant le public.

## F Exploitation

<b>Affichage des plans des locaux</b>
Affichés
<b>Affichage et formalisation dans le registre de sécurité des consignes générales ou particulières</b>
Rédigées

La commission de sécurité conseille de maintenir en position fermée les portes des locaux ou circulations en période nocturne. Cette disposition simple permet de limiter la propagation des fumées et des gaz de combustion. En fonction des impératifs liés à l'exploitation, cette recommandation vaut aussi pour les locaux d'hébergement.

**Formation du personnel et du service de sécurité incendie** (connaissance et mise en œuvre des organes de secours : alarme incendie, désenfumage, moyen d'extinction, coupure des fluides...)

**Actions de formation :**

Assurées en interne par le personnel du service Santé-sécurité-travail 1 personne

Formation à refaire

**Organisation de la sécurité incendie** (gestion de l'alarme, de l'alerte des secours, évacuation du public et personnel)

rédigées

**Date du dernier exercice d'évacuation**

3 avril 2017

**Registre de sécurité (R 123-51) sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité, et en particulier:**

- l'état du personnel chargé du service d'incendie
- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap
- les dates des divers contrôles et vérifications techniques ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu.
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Complet

En application de l'article GN13, l'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.

**Mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap**

En application de l'article R123-48 du CCH, le groupe de visite a évoqué avec l'exploitant les mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap.

**Établissement concerné par les mesures de mise en sécurité des personnes en situation de handicap :** Les principes fondamentaux d'évacuation définis par l'article GN8 sont pris en considération et réalisés dans l'établissement. En cas d'incendie, les mesures prévues sont les suivantes :

- transfert horizontal validé par PV d'étude du 21 mai 2015

**Rappel des opérations à réaliser en cours d'exploitation**

Une fiche rappelant les opérations à effectuer en cours d'exploitation ainsi que des modèles d'attestation de vérification des installations techniques sont accessibles en téléchargement sur le site internet du SDIS du Finistère (<http://www.sdis29.fr>) dans l'espace prévention.



## G Résultats d'essais ponctuels réalisés lors de la visite

Issues de secours	Bon fonctionnement
Alarme incendie	Bon fonctionnement

## H Modifications réalisées

Le chef d'établissement ou son représentant précise à la commission de sécurité que l'établissement n'a subi aucune modification depuis la dernière visite de sécurité.

En application des articles législatifs et réglementaires du Code de la Construction et de l'Habitation, les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements.

## I Prescriptions

### Prescriptions exécutées

Le représentant du chef d'établissement a confirmé aux membres du groupe de visite, lors de cette visite de sécurité, la réalisation des prescriptions suivantes :

- Procès verbal de visite de 2014 : n° 5

### Prescriptions à exécuter

- Procès verbal de visite de 2014

3. Afficher le plan d'évacuation de l'établissement à l'entrée du bâtiment en y faisant apparaître l'ensemble des niveaux et les différents organes de sécurité (coupures des énergies, commandes de désenfumage, emplacement du SSI etc.).(Art MS 41)  
(programme mise à jour plan sur sites UBO)

- Procès verbal de visite du 5 mai 2017

N°1 Doter l'établissement d'un arrêt d'urgence électrique. Article EL11  
(en cours)

N°2 Accrocher les extincteurs portatifs à un élément fixe, avec une signalisation durable, sans placer la poignée de portage à plus de 1,20 m du sol. Article MS 39  
(en cours)

N°3 doter le local TGBT d'un BAPI. Article EL 5  
(en commande)

N°4 Afficher les plans de zonage à proximité du SSI. Article MS55

note : réfléchir à d'autres solutions pour l'évacuation des PMR

## J Avis

Dénomination	UBO - E.S.I.A.B.	
Adresse	Avenue du Technopole 29280 Plouzané	
Adresse électronique	<a href="mailto:marielle.boucher@univ-brest.fr">marielle.boucher@univ-brest.fr</a>	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	04693	
Classement	Type : R	Catégorie : 3 <sup>e</sup>

Après avoir pris connaissance des éléments suivants:

- les textes réglementaires applicables,
- les documents présentés lors de la visite,
- les vérifications techniques réglementaires réalisées ou non,
- les conditions d'exploitation,
- l'analyse des prescriptions,
- les modifications réalisées,

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Brest émet, en date du 4 juillet après délibération, dans le domaine de la sécurité incendie, un avis

**Favorable - ~~Défavorable~~ (1)**  
**à la poursuite de l'activité de l'établissement**

(1) rayer la mention inutile

Compte tenu que l'établissement ne comporte pas les locaux d'hébergement, que la visite périodique précédente, effectuée dans les délais réglementaires, a conclu par un avis favorable à la poursuite de son exploitation,

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Brest émet un avis

**Favorable - ~~Défavorable~~ (1)**  
**à une prolongation à 5 ans de la périodicité de visite de l'établissement**

(1) rayer la mention inutile

Le Président de la Commission,

LE PRESIDENT  
Pour le Sous-Préfet de Brest, par délégation  
L'adjointe au chef de pôle sécurité  
  
Carine LE GALL

Dans le cadre d'un établissement dépendant de personnes de droit public, une copie doit être adressée à l'administration concernée - article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les destinataires du présent procès verbal sont avisés que les données figurant sur ce document sont prévues à l'article 2 de l'arrêté du 22 janvier 1998, relatif à la création dans les Préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des Etablissements Recevant du Public.



**Pascale Liard**

**De:** PREF29 sp-brest-pole-securite [sp-brest-pole-securite@finistere.gouv.fr]  
**Envoyé:** jeudi 6 juillet 2017 11:54  
**À:** PLOUZANE  
**Cc:** BOTHOREL Valérie  
**Objet:** Commission de sécurité du 4 juillet 2017  
**Pièces jointes:** Signature PPS.gif; 03184.A\_2017-05-23\_PV de visite  
périodique\_reception\_reclassement\_118913.pdf; 03184.B\_2017-05-23\_PV de  
visite périodique\_reception\_reclassement\_118910.pdf; 04693\_2017-06-19\_PV  
de visite périodique et de reclassement\_120405.pdf; CR 2017 07 04.pdf

Bonjour,

Je vous prie de trouver en pièce jointe, les procès verbaux de visite concernant les établissements situés sur le territoire de votre commune qui ont fait l'objet d'un examen lors de la commission de sécurité et d'accessibilité du 4 juillet 2017

J'attire votre attention sur le fait qu'en application des articles R 123.49 du code de l'habitation et de la construction et 42 du décret du 8 mars 1995 relatif à la C.C.D.S.A., **le maire doit notifier le résultat** de la visite et la décision à l'exploitant soit par voie administrative soit par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans le cadre d'un établissement dépendant de personnes de droit public, une copie doit être adressée à l'administration concernée - article R 123-6 du code de la construction et de l'habitation.

Je vous remercie de bien vouloir accuser réception de ce message

Cordialement

--

 <i>Liberté • Égalité • Fraternité</i> <b>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</b>	<b>Carine LE GALL</b> Adjointe au chef de pôle Pôle prévention et sécurité  Sous-préfecture de Brest 3 rue Parmentier - CS 91823 29218 BREST Cedex 1  Tél : 02 98 00 97 72 – Fax : 02 98 43 26 32 carine.le-gall@finistere.gouv.fr sp-brest-pole-securite@finistere.gouv.fr <i>Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site <a href="http://www.finistere.gouv.fr">www.finistere.gouv.fr</a></i>
<b>PRÉFET DU FINISTÈRE</b>	

*n'imprimez ce message que si nécessaire*

<b>VILLE DE PLOUZANÉ</b>		
Date : - 7 JUL. 2017		
N° 4854		
Original pour action		
COPIE	MAIRE	DGS
		DGA
ÉLUS	PR	
	PCC	
	PEJE	
	PT	
	PTU	





## PRÉFET DU FINISTÈRE

**Sous-préfecture de Brest**  
Pôle Animation des Politiques  
de Sécurité

Brest, le 06 juillet 2017

Affaire suivie par : Carine LE GALL  
Tél : 02 98 00 97 72  
Courriel : [carine.le-gall@finistere.gouv.fr](mailto:carine.le-gall@finistere.gouv.fr)  
[sp-brest-pole-securite@finistere.gouv.fr](mailto:sp-brest-pole-securite@finistere.gouv.fr)

### Compte rendu de la commission de sécurité et d'accessibilité de l'arrondissement de BREST

-----  
Réunion du mardi 4 juillet 2017

La commission de sécurité et d'accessibilité de l'arrondissement de BREST s'est réunie le mardi 4 juillet 2017 sous la présidence de Mme LE GALL Carine, adjointe au chef du Pôle Prévention et Sécurité.

Participaient à la réunion :

#### Les Maires ou leurs représentants :

- Madame BIHAN, technicien sécurité, Brest
- Madame SALAUN KERHORNOU, adjointe au maire, Brest
- Monsieur QUENTEL, adjoint au Maire, Guilers
- Monsieur LE GOFF, adjoint au maire, Landéda
- Monsieur TALARMIN, Maire de Plouguin

#### Représentants de l'Administration :

- Lieutenant LE ROUX, préventionniste, SDIS 29, rapporteur,
- Capitaine LUBEIGT, préventionniste, SDIS 29, rapporteur,
- Lieutenant DELETOILLE, préventionniste, SDIS 29, rapporteur,
- Adjudant-chef LUNVEN, préventionniste, SDIS 29, rapporteur,
- Monsieur LE BOT, technicien accessibilité, DDTM

Madame et messieurs les maires de Brest, Plouzané, le Relecq-Kerhuon, Plabennec, Milizac-Guipronvel et Plougastel-Daoulas ont fait part de leurs avis par écrit.

*En application des dispositions du code de la construction et de l'habitat (article R. 123-27 et suivants), il appartient aux Maires de s'assurer que les prescriptions contenues dans les procès-verbaux sont réalisées dans les meilleurs délais possibles par l'exploitant, quel que soit le sens de l'avis formulé.*

*Lorsque l'avis est défavorable, il est de la responsabilité du maire, autorité exerçant le pouvoir de police, d'apprécier la nécessité de fermer l'établissement ou d'obtenir au plus tôt de la part de l'exploitant, des garanties sur les dispositions apportées aux anomalies constatées et les conditions d'accès du public (réduction du risque, programme de travaux). Il appartient au maire de fixer l'échéancier des travaux de mise en sécurité. Les justificatifs produits devront être adressés par les services communaux au service prévention du SDIS, 27 avenue FOCH – 29 200 BREST.*



La commission a émis un avis favorable à la poursuite de l'activité des établissements suivants :

Communes	Etablissements	N° Dossier
Brest	Hotel Le Miden PV de levée de l'avis défavorable	01120
Brest	Manoir de Keraudren	24397
Brest	Salle des Ventes Emmaüs	24529
Brest	Magasin "La halle aux chaussures" Levée avis défavorable	02332
Brest	Foyer éducatif de Kertatupage	01282
Brest	Restaurant universitaire de Kergoat	02284
Brest	Restaurant Universitaire Armen	02292
Brest	le Stella	02326
Brest	IME Jean Perrin - Bâtiment Hébergement	02361.B
Brest	Ecole Primaire Guerin / Bibliothèque	02383
Guilers	Complexe sportif Ballard - Bâtiments 1 - 2	03020.A
Plouzané	Ecole Privée Ste Anne - Bâtiment Elementaire	03184.A
Plouzané	Ecole Privée Ste Anne - Bâtiment Maternelle	03184.B
Plouzané	UBO - E.S.M.I.S.A.B.	04693
Le Relecq-Kerhuon	L'Astrolable	04714
Le Relecq-Kerhuon	Boulodrome Couvert	26971
Le Relecq-Kerhuon	Centre Jean Jacolot Levée de prescription en vue de la levée d'avis défavorable	03117
Landerneau	Magasin Noz	22414
Landerneau	Magasin Vert	22602
Landerneau	Ecole maternelle et primaire le Tourois	20175
Landerneau	Bricomarche	20390
Landerneau	Magasin Weldom	23042
Landerneau	Musée "Fonds Edouard Leclerc"	27771
Landerneau	Maison de retraite Kanevedenn	
Landerneau	Maison de retraite - Ker Sav Heol	20056.C
Landerneau	Maison de retraite - Ty Sklaer	20056.B
Landerneau	Lycée de l'Elorn - Bâtiment A - B (Langues - Sciences)	20372.A
Landerneau	Lycée de l'Elorn - Bâtiment C - C' (Enseignement général)	20372.B
Landéda	Résidence de la Presqu'île	20367
Plabennec	Ecole Ste Anne	20103
Milizac-Guipronvel	Groupe Scolaire Marcel Ayme	20235
Plouguin	Salle Polyvalente a dominante sportive	20052

Plougastel-Daoulas	Maison de retraite Réception de travaux - Visite de réception du 14/06/2017 avant ouverture du PC0291891100032M02 - Bâtiment B1	03168.A
--------------------	---	---------

La commission a ajourné les dossiers suivants :

Communes	Etablissements	N° Dossier
Brest	Ecole libre du Dauphiné	02274
Brest	Tissus Myrtille	02322

Pour le Sous-Préfet de Brest,  
L'adjointe au chef de pôle .



Carine LE GALL

